

MYLIKÉ

Revue scientifique du tourisme et des territoires



VOLUME 1, NUMERO 1
JUILLET 2026



ISSN-L : 3135-5692



ISSN-P : 3135-5706



www.mylike-journal.org

Université Alassane Ouattara



MYLIKÉ,

Revue scientifique du tourisme et des territoires

ISSN-L : 3135-5692

ISSN-P : 3135-5706

Contacts :

Adresse postale : 01 BP V Bouaké 01

Tel : 00 225 07 07 66 15 59

redaction@mylike-journal.org

www.mylike-journal.org

Éditée par :

L'UFR Communication et Société

Université Alassane Ouattara

Côte d'Ivoire

ÉDITORIAL

La publication de **MYLIKÉ, Revue scientifique du tourisme et des territoires** marque une étape importante dans la mise en place d'un espace scientifique consacré aux questions du tourisme, du développement et des dynamiques territoriales contemporaines. La revue ambitionne de contribuer aux débats en sciences humaines et sociales à travers une approche ouverte, rigoureuse et pluridisciplinaire, mobilisant notamment la géographie, la sociologie, l'économie, l'anthropologie, l'aménagement et les disciplines connexes.

Dans un contexte marqué par l'intensification des mobilités, la diversification des pratiques touristiques et les recompositions territoriales, les phénomènes touristiques ne peuvent être réduits à leur seule dimension économique. Ils s'inscrivent dans des logiques complexes de gouvernance, de patrimonialisation, d'appropriation spatiale et de développement territorial.

Le choix du terme MYLIKÉ, issu du patrimoine culturel baoulé et signifiant littéralement « ma chose », traduit une volonté d'affirmation scientifique fondée sur l'ancrage, l'appropriation et la construction collective des savoirs. Au-delà de sa portée linguistique, cette dénomination renvoie à ce que les sociétés construisent, façonnent et revendiquent dans leurs rapports aux territoires, aux patrimoines et au développement.

Dans ce cadre, MYLIKÉ affirme sa volonté de s'inscrire durablement dans le paysage scientifique en proposant un cadre éditorial fondé sur l'exigence scientifique, la rigueur méthodologique et l'ouverture disciplinaire.

Le Comité éditorial

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de publication :

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef :

OURA Kouadio Raphaël, Directeur de Recherches, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Chef de secrétariat :

N'GORAN Kouamé Fulgence, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Membres du secrétariat :

GOLLY Anne Rose N'Dry, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

ZOMBO Jean-Philippe, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

GNANKOUEN Anicet Renaud, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

YAO Affoué Prisca Elodie, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

COULIBALY Nalourgo Drissa, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

KONÉ Kiyofolo Hyacinthe, Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

KOUADIO N'Guessan Arsène, Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

KOUADIO Kouakou Abraham, Assistant, Université de San-Pedro (Côte d'Ivoire)

TOURÉ Dieu Suffit N'Guessan, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

AHUA Émile Aurélien, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

GUEU Jean, Assistant, Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

TANOAH Ané Landry, Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

KOUASSI Yao Privat, Assistant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

HAUHOOT Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

ALOKO N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

DJAKO Arsène, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

OULAI Jean-Claude, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

BAH Henri, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KOUASSI Konan, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

DIOMANDÉ Beh Ibrahim, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

BATIBONAK Sariette, Professeur Titulaire, Institut Universitaire de Développement International, (Cameroun)

WADE Samba Cheick, Professeur titulaire, Université Gaston Binger, Sénégal

ADAYE Akoua Assunta, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire

ADOFFI Ange Bernabé, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

ASSEMIAN Assié Emile, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

BOHOUSSOU N'Guessan Séraphin, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

BOSSON Eby Joseph, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

DIALLO Mohamadou Mountaga, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop, (Sénégal)

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

DIOMBERA Mamadou, Maître de Conférences, Université de Ziguinchor (Sénégal)

DJAH Armand Josué, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

DOHO Bi Tchan André, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

FIAGAN Koku-Azonko, Maître de Conférences, Université de Lomé (Togo)

GOHOUROU Florent, Géographe, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

GOUAMENE Didier, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KASSI-DJODJO Irène, Géographe, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, (Côte d'Ivoire)

KOFFI Kan Emile, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KOMENAN Houphouët Jean-Félix, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

KONAN Kouakou Attien Jean Michel, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU Konan Jérôme, Maître de Recherche, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

KOUKOUGNON Wilfried Gauthier, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, (Côte d'Ivoire)

KRA Adingra Magloire, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

N'DJAMBOU Léandre, Maître de Conférences, Université Omar Bongo, (Gabon)

NIKIEMA Dayangnéwendé Edwige, Maître de Conférences, Université Joseph Ki Zerbo (Burkina Faso)

OSSORO Angela, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

OUEDRAOGO Issiaka, Maître de Recherches, Institut des Sciences des Sociétés, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, (Burkina Faso)

OUEDRAOGO Rawelguy Ulysse Emmanuel, Maître de Conférence, Université Joseph Ki Zerbo (Burkina Faso)

SAMBOU Aly, Maître de Conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)

TANO Kouamé, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

TESSOUGUE Moussa dit Martin, Maître de Conférences CAMES, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

TRA Bi Zamblé Armand, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

WALI-WALI Christian, Géographe, Maître de Conférences, Université Omar Bongo, (Gabon)

YANOGO Pawendkissou Isidore, Maître de Conférences, Université Norbert Zongo, (Burkina Faso) `

YEBOUE Konan Thierry St Urbain, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

YOMAN N'Goh Koffi Michael, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

ZADOU Armand Didié, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, (Côte d'Ivoire)

ZIDNABA Irissa, Maître de Recherches, Institut des Sciences des Sociétés, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, (Burkina Faso)

ZOUHOULA Bi Marie Richard, Maître de Conférences, Université PELEFORO Gon Coulibaly, (Côte d'Ivoire)

SOMMAIRE

Articles	Pages
INTÉGRATION DES TIC DANS LE SYSTÈME D'INFORMATION TOURISTIQUE DU BENIN : ANALYSE DES ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR UNE DESTINATION ÉMERGENTE <i>SODANSOU Leopold</i>	1
LA PAIX COMME CONDITION FONDAMENTAL A TOUT PROJET CIVILISATIONNEL DURABLE <i>KOUAME Henry Joel Konan</i>	22
CONTRIBUTION DU « TOURISME POTIER » A L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ACTEURS ET DES POPULATIONS DE LA LOCALITÉ DE TANOU-SAKASSOU (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) <i>ZOMBO Jean Philippe, N'GORAN Kouamé Fulgence</i>	38
FORET SACRÉES ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE AU GABON : DE LA FIN DU XIX^e SIÈCLE À NOS JOURS <i>OMBIGATH Pierre Romuald</i>	53
TOURISME ET DÉCHETS À DAKAR : ATTRACTIVITÉ LITTORALE ET DÉFIS DE GOUVERNANCE URBAINE DANS L'ILE DE NGOR <i>DIOMBATY Ibrahima, SAWROU Mbingue, El hadji RAWANE BA, Abdou Kadry MANE</i>	67
DISTRIBUTION SPATIALE DES STRUCTURES SÉCURITAIRES ET RECRUESCENCE DE LA CRIMINALITÉ DANS LE VILLE DE N'DJAMENA (CITE-CAPITALE DU TCHAD) <i>KAGONBÉ Madi, TOB-RO N'Dilbé, ALLARANE Ndonaye</i>	87
CONFLIT D'USAGE ENTRE ORPAILLAGE CLANDESTIN ET TOURISME AUTOUR DES RESSOURCES NATURELLES : CAS DE LA PLAGE FLUVIALE DE PAPARA (RÉGION DE LA BAGOUÉ) <i>Daniel Guikahné BISSOU, Lazéni BAMBÁ</i>	105
INTERVENTIONS PUBLIQUES RÉGIONALES ET DEFIS DU DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DANS LA SOUS PRÉFECTURE DE WOROFLA, DÉPARTEMENT DE SÉGUÉLA, RÉGION DU WORODOUGOU (NORD-OUEST DE LA COTE D'IVOIRE) <i>COULIBALY Mohamed Naboua, Joseph-Pierre ASSI KAUDJHIS, BAKAYOKO Souleymane</i>	126

INTERVENTIONS PUBLIQUES RÉGIONALES ET DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE WOROFLA (NORD-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE)

COULIBALY Mohamed Nahoua, Doctorant

Département de Géographie

Université Alassane Ouattara

Email : nahouamohamed@gmail.com

ASSI KAUDJHIS Joseph-Pierre

Département de Géographie

Université Alassane Ouattara

jkaudjhis@yahoo.fr

BAKAYOKO Souleymane

Département de Géographie

Université Alassane Ouattara

souleymanebakayoko47@gmail.com

Résumé

En Côte d'Ivoire, la décentralisation confie aux collectivités territoriales, notamment aux conseils régionaux, la responsabilité de réaliser des investissements publics destinés à améliorer les conditions de vie des populations. Cette étude analyse les effets des investissements réalisés par le Conseil régional du Worodougou dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'électrification rurale et de l'hydraulique villageoise sur le développement local dans la sous-préfecture de Worofla. Les données ont été recueillies auprès des ménages, des autorités administratives et coutumières ainsi que des responsables des services techniques, puis analysées à l'aide d'outils statistiques.

Les résultats montrent que les investissements éducatifs ont favorisé la scolarisation des enfants (33,09 %) et le rapprochement des établissements scolaires des populations (28,39 %). Dans le secteur de la santé, ils ont amélioré l'accessibilité aux soins grâce au rapprochement des structures sanitaires (30,97 %) et à l'amélioration de l'état de santé des populations (26 %). Les investissements en électrification rurale ont contribué à la diversification des activités économiques (34 %) et à la réduction de l'exode rural (29 %). Les infrastructures hydrauliques ont permis de réduire les maladies liées à la consommation d'eau non potable (28 %), de diminuer le temps consacré à la recherche d'eau au profit des activités socio-économiques (22 %) et d'alléger la corvée d'eau des femmes (20 %). L'étude met toutefois en évidence plusieurs limites, notamment la faible amélioration de la qualité des apprentissages,

les effets encore modestes sur les indicateurs sanitaires de long terme, le faible impact de l'électrification sur la transformation de l'économie locale ainsi que les pannes récurrentes et l'insuffisance des infrastructures hydrauliques. Ces résultats montrent que les investissements du Conseil régional améliorent essentiellement l'accès aux services sociaux de base, mais demeurent insuffisants pour induire des transformations économiques et sociales durables, ce qui souligne la nécessité de renforcer la maintenance des infrastructures, les ressources humaines, la gouvernance locale et l'accompagnement des activités productives.

Mots-clés : Décentralisation, investissements publics, développement local, infrastructures sociales, Conseil Régional.

REGIONAL PUBLIC INTERVENTIONS AND SOCIO-ECONOMIC DEVELOPMENT CHALLENGES IN THE WOROFULA SUB-PREFECTURE (NORTH-WEST CÔTE D'IVOIRE)

Abstract

In Côte d'Ivoire, decentralization assigns territorial authorities, particularly Regional Councils, the responsibility of implementing public investments aimed at improving the living conditions of local populations. This study analyzes the effects of investments carried out by the Worodougou Regional Council in the sectors of education, health, rural electrification, and rural water supply on local development in the Worofla Sub-prefecture. Data were collected from households, administrative and traditional authorities, and officials of technical services, and were analyzed using statistical tools.

The findings show that educational investments promoted school enrollment (33.09%) and improved the geographical accessibility of schools (28.39%). In the health sector, investments enhanced access to healthcare services through the establishment of closer health facilities (30.97%) and contributed to improvements in the health status of the population (26%). Rural electrification investments supported the diversification of economic activities (34%) and helped reduce rural out-migration (29%). Investments in rural water infrastructure reduced waterborne diseases (28%), decreased the time spent fetching water, thereby allowing greater participation in socio-economic activities (22%), and eased the burden of water collection for women (20%). However, the study also highlights several limitations, including limited improvements in the quality of learning, modest long-term impacts on health indicators, the weak contribution of rural electrification to local economic transformation, and recurrent breakdowns and inadequate capacity of water supply infrastructure. These findings indicate that, although the Regional Council's investments have significantly improved access to basic social services, they remain insufficient to generate sustainable economic and social transformation. This underscores the need to

strengthen infrastructure maintenance, human resources, local governance, and support for productive economic activities.

Keywords: Decentralisation, public investment, local development, social infrastructure, Regional Council.

Introduction

En Côte d'Ivoire, la décentralisation constitue depuis plusieurs décennies un levier de promotion du développement local. Engagée au début des années 1980 avec la politique de communalisation, elle visait à rapprocher l'administration des populations et à favoriser leur participation à la gestion des affaires locales (A. A. ABODOU, 2015, p64). À partir de la fin des années 1990, cette politique s'est progressivement renforcée dans le cadre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de modernisation de l'administration publique.

La mise en œuvre des Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) entre 2002 et 2011 a confirmé la place de la décentralisation comme instrument de développement territorial. Après la crise postélectorale de 2010-2011, les autorités ivoiriennes ont engagé une réforme de l'organisation territoriale afin de renforcer l'efficacité de l'action publique locale et d'améliorer la gouvernance des collectivités territoriales. Cette réforme s'est traduite par l'adoption de l'ordonnance n° 2011-262 du 28 septembre 2011 portant orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale de l'État et du décret n° 2011-263 du 28 septembre 2011 portant organisation du territoire national en districts et en régions. Les conseils généraux ont alors été remplacés par des conseils régionaux, tandis que le décret n° 2013-294 du 2 mai 2013 a consacré les régions comme collectivités territoriales dotées de compétences élargies en matière de planification et de développement local (A. A. ABODOU, 2015, p65).

Ces réformes s'inscrivent dans un contexte où la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie demeurent des priorités nationales. Selon l'Institut National de la Statistique (INS, 2015, pp.23-27), le taux de pauvreté est passé de 10 % en 1985 à 46,3 % en 2015. Afin de répondre à cette situation, l'État a réaffirmé le rôle des collectivités territoriales dans la planification du développement, notamment à travers le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT), qui constitue le principal outil de programmation des investissements régionaux (Ministère du Plan et du Développement, 2017, p.14).

La région du Worodougou illustre les défis auxquels sont confrontées les collectivités territoriales. En 2015, son taux de pauvreté atteignait 54,5 %, un niveau supérieur à la moyenne nationale (46,3 %), tandis que l'extrême pauvreté concernait 14 % de la population (INS, 2015, p.27). Les besoins en infrastructures sociales y demeurent importants. Selon la Direction Régionale de la Santé (DRS, 2017, p. 12),

quarante-sept établissements sanitaires supplémentaires sont nécessaires pour satisfaire les normes nationales d'accessibilité aux soins. Dans le secteur de l'hydraulique, le taux de couverture en eau potable n'est que de 41,6 %, avec un déficit journalier estimé à 1 928 m³ et des besoins de 257 pompes hydrauliques villageoises et de 45 systèmes d'hydraulique villageoise améliorée (Direction Territoriale de l'Hydraulique du Worodougou, 2018, p. 8). Dans le domaine de l'éducation, 69 % des infrastructures scolaires présentent un état moyen ou dégradé et les taux de scolarisation au secondaire demeurent faibles, particulièrement pour les filles (Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, 2015-2016, p.34).

Pour répondre à ces insuffisances, le Conseil régional du Worodougou a réalisé, depuis sa mise en place, de nombreux investissements dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique villageoise et de l'électrification rurale. Toutefois, les effets réels de ces investissements sur les conditions de vie des populations restent encore insuffisamment documentés, notamment à l'échelle de la sous-préfecture de Worofla.

Cette étude cherche ainsi à répondre à la question suivante : quels sont les impacts socioéconomiques des investissements réalisés par le Conseil régional du Worodougou dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique villageoise et de l'électrification rurale sur les conditions de vie des populations de la sous-préfecture de Worofla ?

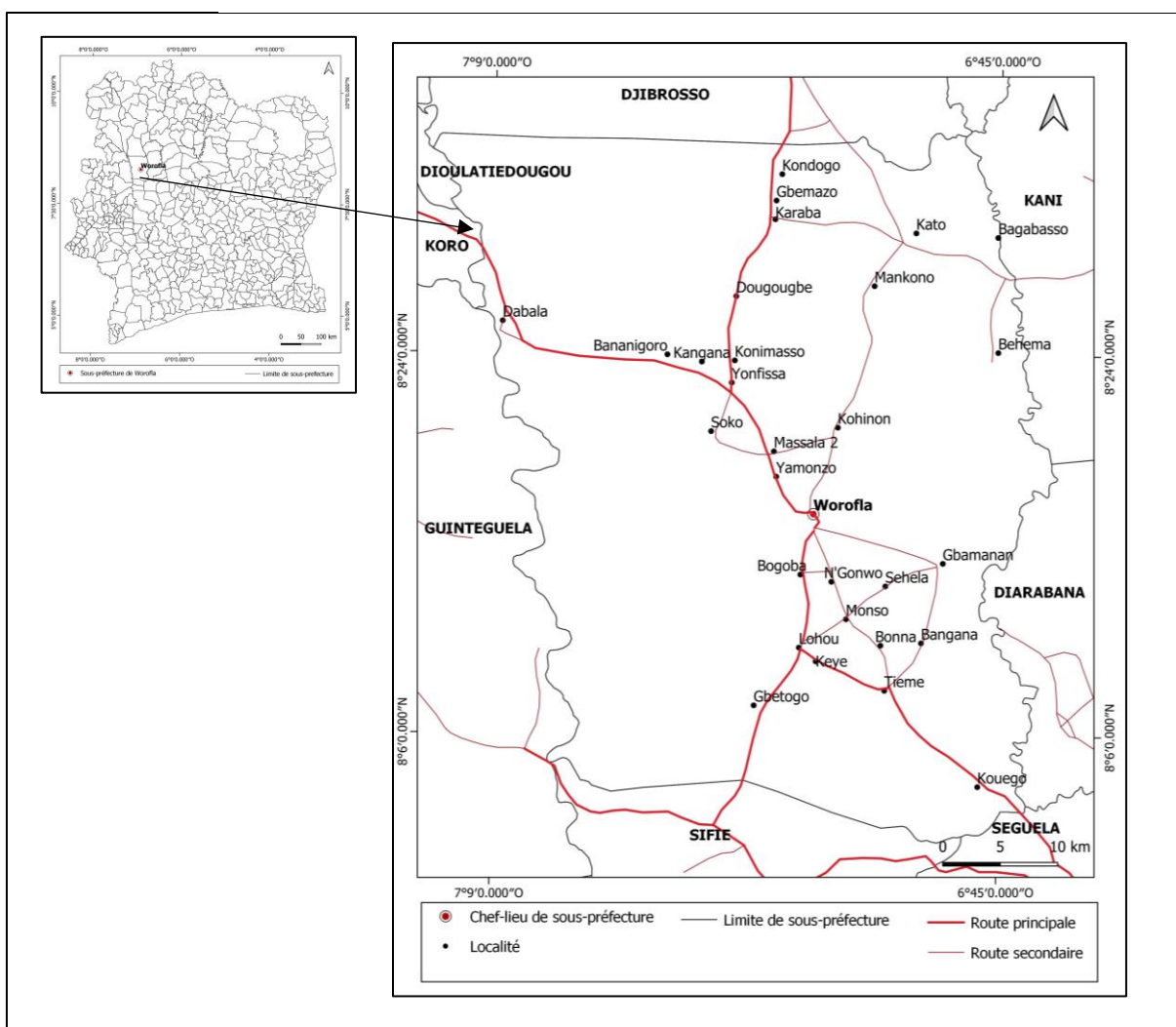
Pour répondre à cette problématique, l'article est structuré en trois parties. La première présente le cadre méthodologique de la recherche. La deuxième expose les résultats relatifs aux investissements réalisés par le Conseil régional du Worodougou ainsi qu'à leurs effets socioéconomiques sur les conditions de vie des populations de la sous-préfecture de Worofla et la troisième est consacrée à la discussion des principaux résultats à la lumière de la littérature scientifique.

1. Matériels et méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

La Sous-préfecture de Worofla est située au nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle appartient au département de Séguéla dans la région du Worodougou, comme le montre la carte 1.

Carte 1 : Présentation de la zone d'étude



Source : BNETD/CCT, 2014

Réalisation : M.N. COULIBALY, 2023

La carte 1 localise la Sous-préfecture de Worofla. Limitée au nord par la Sous-préfecture de Djibrosso, au sud par les Sous-préfectures de Siflé et Séguéla, à l'est par les Sous-préfectures de Diarabana et Kani et à l'ouest par les Sous-préfectures de Guintéguéla et Dioulatiédougou, la Sous-préfecture de Worofla couvre une superficie d'environ 2100 Km² avec une population estimée à 66 713 habitants (RGPH 2021).

1.2. Collecte des données

La collecte des données a combiné une recherche documentaire et des enquêtes de terrain. La recherche documentaire a porté sur des ouvrages scientifiques, des articles, des thèses, des rapports institutionnels ainsi que sur les données statistiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2021), des Enquêtes sur le Niveau de Vie des Ménages (ENV) et des rapports techniques des services déconcentrés de l'État. Ces différentes sources ont permis de caractériser le contexte socio-économique de la sous-préfecture de Worofla, d'identifier les investissements réalisés par le Conseil régional et de disposer des données démographiques nécessaires à l'échantillonnage.

Les investigations de terrain ont été réalisées dans la sous-préfecture de Worofla, retenue en raison de la diversité des investissements du Conseil régional qui y ont été réalisés entre 2013 et 2023 dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique villageoise et de l'électrification rurale.

Le choix des localités enquêtées ne repose pas uniquement sur leur taille démographique. Il répond à trois critères complémentaires :

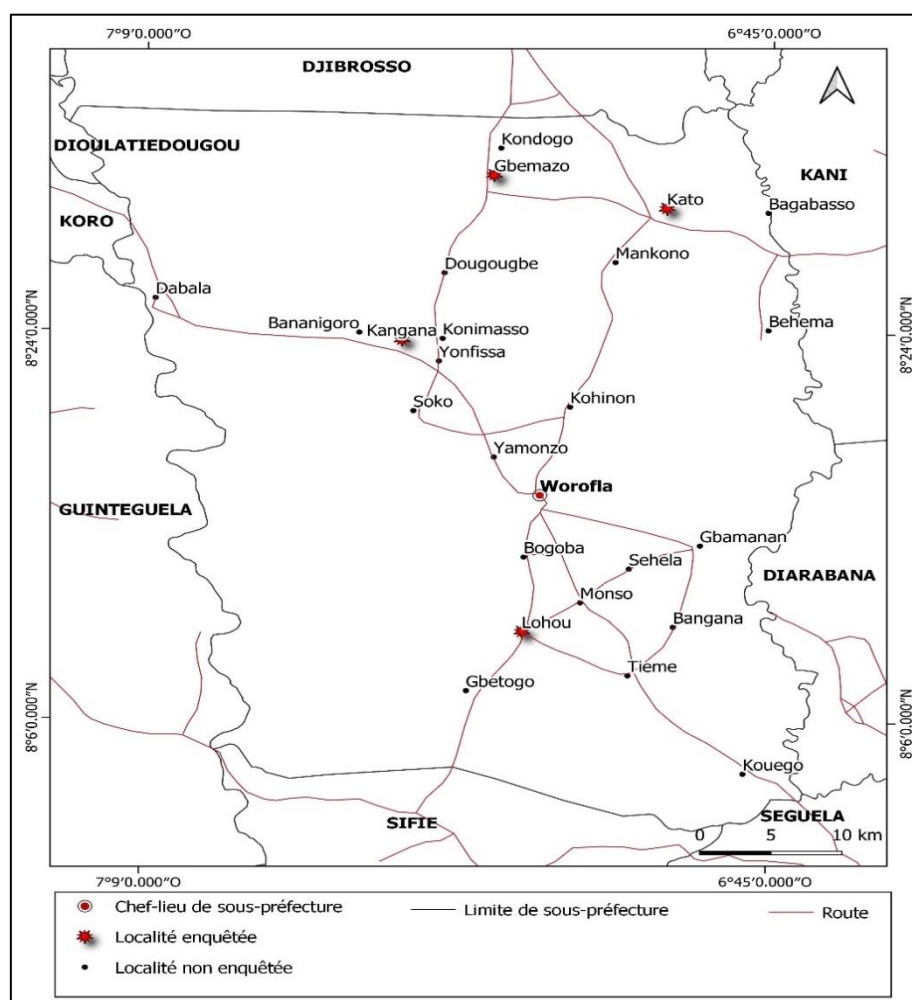
- un critère territorial, consistant à couvrir les différentes parties de la sous-préfecture afin de prendre en compte la diversité spatiale des conditions d'accès aux infrastructures et aux services sociaux de base ;
- un critère démographique, fondé sur le poids des ménages des localités retenues, afin d'intégrer les villages les plus peuplés tout en tenant compte de villages de taille intermédiaire susceptibles de présenter des situations contrastées ;
- un critère fonctionnel, lié à la présence d'investissements réalisés par le Conseil régional (écoles, ouvrages hydrauliques, électrification, infrastructures sanitaires ou sociales), permettant d'évaluer leurs effets sur les conditions de vie des populations.

Ainsi, quatre villages ont été retenus : Gbémazo, Kangana, Kato et Lohou. Selon le RGPH 2021, ces localités totalisent 1 341 ménages, répartis entre Kato (465 ménages), Lohou (438 ménages), Gbémazo (223 ménages) et Kangana (215 ménages). Leur poids démographique relatif, combiné à leur localisation dans différentes parties de la sous-préfecture et à la diversité des investissements dont elles ont bénéficié, justifie leur sélection comme sites d'enquête. Le tableau 1 qui suit, présente les critères ayant motivé le choix des localités enquêtées.

Tableau 1 : Justification du choix des localités enquêtées

Localité	Nombre de ménages (RGPH 2021)	Localisation dans la sous-préfecture	Principaux investissements du Conseil régional	Justification du choix
Gbémazo	223	Nord	-Construction d'un bâtiment de 3 classes ; - Réhabilitation d'une PMH.	Représenter une localité de taille moyenne située dans une autre partie de la sous-préfecture afin d'observer les disparités territoriales.
Kangana	215	Nord-Ouest	-Construction d'un bâtiment de 3 classes, bureau et latrines; -Construction d'une maternité ; -Réhabilitation d'une PMH ; -Électrification de l'école.	Apprécier les effets des investissements dans une localité bénéficiant de plusieurs infrastructures mais présentant encore des déficits.
Kato	465	Nord-Est	-Construction d'une maternité construite ; -Construction d'un bâtiment de 3 classes et bureau ; - Réhabilitation d'une PMH.	Village le plus peuplé de l'échantillon permettant d'évaluer les investissements dans une localité à forte concentration démographique.
Lohou	438	Sud	- Construction d'un centre de santé ; -Construction de 06 classes ; -Réhabilitation deux PMH ; -Électrification de l'école	Localité importante par son poids démographique et les investissements reçus, permettant une comparaison avec Kato.

Source : Enquête de terrain, 2023

Carte 2 : présentation des localités enquêtées dans la Sous-préfecture de Worofla

Source : BNETD/CCT, 2014

Réalisation : M.N. COULIBALY, 2023

Par ailleurs, des entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des responsables des principales structures administratives et techniques intervenant dans le développement régional, notamment les services de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique, de la statistique ainsi que les directions techniques du Conseil Régional. Ces échanges ont permis de recueillir des informations relatives aux investissements réalisés, à leur répartition spatiale, aux mécanismes de planification du développement et à l'implication des populations dans les processus décisionnels. Le bilan des structures enquêtées, des personnes ressources interrogées et de leurs domaines d'intervention est présenté dans le tableau 2.

Tableau 2 : Bilan des structures, personnes ressources et domaines d'intervention des entretiens

Structures enquêtées	Personnes ressources interrogées	Domaine d'intervention	Nombre de personnes interrogées
Direction Régionale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) du Worodougou	Responsable de la planification	Éducation, statistiques et planification scolaire	1
Direction Territoriale de l'Hydraulique du Worodougou	Directeur territorial	Hydraulique villageoise et accès à l'eau potable	1
Direction Régionale de la Santé du Worodougou	Directeur régional	Santé publique et infrastructures sanitaires	1
Agence Nationale de la Statistique (ANStat)	Responsable régional	Production des statistiques et indicateurs de développement	1
Conseil Régional du Worodougou : Direction des Services Techniques et Moyens Généraux	Directeur	Réalisation et suivi des investissements régionaux	1
Conseil Régional du Worodougou : Direction du Développement et de la Planification	Directeur	Planification du développement régional et participation communautaire	1
Chefferies traditionnelles des localités enquêtées	Chefs de village	Gouvernance locale, gestion foncière et médiation communautaire	4
Organisations féminines villageoises	Présidentes des femmes	Promotion de la femme et développement communautaire	4
Organisations de jeunesse villageoises	Présidents des jeunes	Jeunesse, insertion sociale et participation au développement local	4
Comités de Gestion des Établissements Scolaires (COGES)	Présidents de COGES	Gestion participative des infrastructures et activités scolaires	4
Écoles primaires des localités enquêtées	Directeurs d'école	Éducation de base et fonctionnement des établissements scolaires	4
Total	—	—	26

Source : Enquête de terrain, 2023

L'enquête par questionnaire a été réalisée auprès des ménages des localités de Gbémazo, Kangana, Kato et Lohou (tableau 3), afin d'évaluer les effets des investissements sociaux réalisés par le Conseil régional du Worodougou sur les conditions de vie des populations. Les personnes interrogées résidaient dans leur

localité depuis au moins dix ans, afin de garantir une bonne connaissance des transformations intervenues et des réalisations du Conseil régional.

Compte tenu de l'impossibilité de réaliser une enquête exhaustive, un échantillonnage raisonné à base proportionnelle a été retenu. La population mère est constituée de l'ensemble des 1 341 ménages recensés dans les quatre localités selon l'Institut National de la Statistique (INS, 2021). À partir de cette population, un taux d'échantillonnage de 8 % a été appliqué pour déterminer l'effectif des ménages à enquêter, soit un échantillon de 107 ménages.

À titre d'exemple, le village de Gbémazo comptait 223 ménages selon le RGPH 2021. Le nombre de ménages enquêtés a été calculé de la manière suivante : $K = (223 \times 8) / 100 = 17,84 \approx 18$ ménages où K représente le nombre de ménages à enquêter dans la localité concernée. La même démarche a été appliquée aux villages de Kangana, Kato et Lohou, conduisant à un échantillon total de 107 ménages (tableau 3).

Les ménages bénéficiaires des investissements du Conseil régional ont été identifiés au cours des enquêtes de terrain avec l'appui des chefs de village et des responsables communautaires. Les questionnaires leur ont été administrés en priorité à ces ménages, tout en intégrant quelques ménages non bénéficiaires afin de comparer les effets des investissements sur les conditions de vie.

Tableau 3 : Répartition des personnes enquêtées par localité

N°	Localités enquêtées	Nombre de ménage	Nombre de personnes enquêtées par localité
1	GBEMAZO	223	18
2	KANGANA	215	17
3	KATO	465	37
4	LOHOU	438	35
TOTAL	4	1341	107

Source : INS, 2021/ Les calculs 2026

Le tableau 3 présente la répartition des ménages enquêtés par localité. L'échantillon a été constitué à partir de la population mère composée de 1 341 ménages recensés dans les quatre localités par l'Institut National de la Statistique (INS, 2021). En appliquant un taux d'échantillonnage de 8 %, 107 ménages ont été retenus, dont 37 à Kato, 35 à Lohou, 18 à Gbémazo et 17 à Kangana.

Le choix des enquêtés a reposé sur un échantillonnage raisonné. Les principaux critères retenus étaient : (i) résider dans la localité depuis au moins 2013 afin d'avoir été témoin des investissements réalisés par le Conseil régional ; (ii) être chef de ménage ou adulte ayant une bonne connaissance des conditions de vie du ménage ; (iii)

connaître les infrastructures et projets réalisés dans la localité ; (iv) assurer une répartition des enquêtés dans les différents quartiers ou secteurs afin de prendre en compte les disparités spatiales ; et (v) accepter librement de participer à l'enquête.

Cette démarche a permis de recueillir des informations auprès de ménages présentant des profils variés et disposant d'une connaissance suffisante des investissements réalisés par le Conseil régional ainsi que de leurs effets sur les conditions de vie des populations.

2. Résultats

2.1. État des infrastructures sociales de base dans les localités enquêtées

2.1.1. Diagnostic des infrastructures sociales de base avant la mise en place du Conseil régional en 2013

Avant l'installation du Conseil régional en 2013, les localités de Gbémazo, Kangana, Kato et Lohou présentaient des niveaux d'équipement variables, mais globalement marqués par d'importants déficits en infrastructures sociales de base. Le tableau 4 dresse un état des lieux des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'électrification.

Tableau 4 : État des infrastructures sociales de base dans les localités enquêtées avant l'installation du Conseil régional (2013)

Localités	Éducation	Santé	Hydraulique	Électrification
Gbémazo	01 école de 03 classes	Aucun centre de santé	01 PMH en panne	École non électrifiée
Kangana	01 bâtiment de 03 classes avec bureau, sans latrines	01 dispensaire, aucune maternité	02 PMH dont 01 en panne	École non électrifiée
Kato	01 bâtiment de 03 classes avec bureau	Aucun centre de santé, aucune maternité	01 PMH en panne	École non électrifiée
Lohou	01 école de 06 classes	Aucun centre de santé	02 PMH en panne	École non électrifiée
Total	4 écoles (15 classes)	01 dispensaire, aucun centre de santé,	06 PMH dont 05 en panne	04 écoles non électrifiées

		aucune maternité		
--	--	---------------------	--	--

Source : Enquête de terrain, 2023

L'analyse du tableau 4 montre qu'avant l'installation du Conseil régional en 2013, les quatre localités enquêtées présentaient d'importants déficits en infrastructures sociales de base. Le secteur de la santé était particulièrement insuffisant, avec un seul dispensaire (à Kangana) et l'absence de centre de santé et de maternité dans les autres localités. En matière d'hydraulique, six pompes à motricité humaine (PMH) étaient recensées, dont cinq en panne, limitant fortement l'accès à l'eau potable. Les infrastructures scolaires étaient peu développées, avec seulement quatre écoles totalisant quinze salles de classe souvent en matériaux précaires comme en témoigne la photo 1, tandis qu'aucune des écoles n'était raccordée au réseau électrique. Ce diagnostic met en évidence les besoins prioritaires auxquels le Conseil régional a cherché à répondre à partir de 2013.

Photo 1 : une salle de classe à l'EPP Gbémanzo en 2017



Source : Conseil Régional Worodougou, 2017

La photo 1 montre une salle de classe provisoire de l'EPP Gbémanzo, construite avec des matériaux précaires (bois, branchages et bâche). Les élèves suivent les cours dans un environnement peu adapté à l'apprentissage, caractérisé par une faible protection contre les intempéries, un manque de sécurité et des conditions de confort limitées. Cette situation illustre le déficit d'infrastructures scolaires qui prévalait dans la localité avant les investissements du Conseil régional. Elle met en évidence la nécessité de renforcer les équipements éducatifs afin d'offrir aux élèves un cadre d'enseignement plus sûr, plus salubre et plus propice à l'amélioration des apprentissages.

2.1.2. Investissements réalisés par le Conseil régional dans les secteurs sociaux de base entre 2013 et 2023

À partir de 2013, le Conseil régional du Worodougou a engagé plusieurs investissements visant à améliorer l'accès des populations aux infrastructures sociales de base. Ces interventions ont principalement concerné les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique villageoise et de l'électrification. Le tableau 5 présente la répartition de ces investissements réalisés entre 2013 et 2023 dans les quatre localités enquêtées.

Tableau 5 : Répartition des investissements du Conseil régional dans les localités enquêtées selon les secteurs d'intervention (2013-2023)

Localités	Éducation	Santé	Hydraulique	Électrification	Total des investissements
Gbémazo	1 bâtiment de 03 classes	0	1 (PMH réhabilitée)	0	2
Kangana	1 bâtiment de 03 classes + bureau + latrines	1 (Maternité)	1 (PMH réhabilitée)	1 (Électrification de l'école)	4
Kato	1 bâtiment (03 classes et bureau)	1 (Maternité)	1 (PMH réhabilitée)	0	3
Lohou	2 bâtiments de 06 classes)	1 (Centre de santé)	2 (PMH réhabilitées)	1 (Électrification de l'école)	6
Total	5	3	5	2	15

Source : Conseil régional du Worodougou (2013-2023); Enquête de terrain, 2023.

Le tableau 5 montre que 15 investissements ont été réalisés dans les quatre localités enquêtées entre 2013 et 2023. Les secteurs de l'éducation et de l'hydraulique villageoise sont les plus représentés avec cinq réalisations chacun (construction de bâtiments et réhabilitation de Pompes à Motricité Humaines (PMH)), suivis de la santé (trois réalisations) et de l'électrification (deux réalisations). La localité de Lohou concentre le plus grand nombre d'investissements (6 réalisations), devant Kangana (4), Kato (3) et Gbémazo (2). La diversité des investissements réalisés comme indiquée sur la photo 2, dans ces localités en fait un terrain d'étude pour analyser les effets des interventions du Conseil régional sur les conditions de vie des populations.

Photo 2 : un bâtiment de 03 classes plus bureau et latrines construit par le Conseil Régional en 2019 à l'EPP Kangana



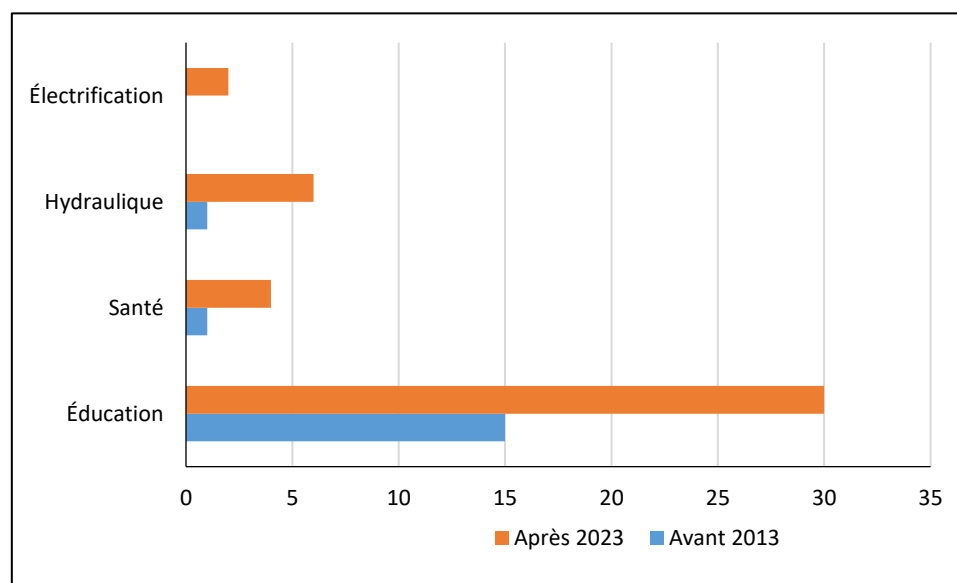
Source : Enquêtes de terrain, 2023

La photo 2 montre un bâtiment scolaire construit en 2019 par le Conseil régional du Worodougou à l'EPP Kangana. Cette infrastructure moderne, composée de salles de classe, de bureaux et d'une rampe d'accès et blocs latrines, offre un cadre d'enseignement plus sûr, plus salubre et plus fonctionnel que les anciennes installations. Elle témoigne des efforts du Conseil régional pour améliorer les conditions d'apprentissage, accroître les capacités d'accueil des élèves et renforcer l'accès à une éducation de qualité dans les zones rurales. Cette réalisation illustre ainsi la contribution des investissements régionaux au développement des infrastructures éducatives et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la sous-préfecture de Worofla.

2.1.3. Évolution de la couverture en infrastructures sociales de base dans les localités enquêtées avant et après les investissements du Conseil régional (2013-2023)

La figure 1 présente l'évolution de la couverture en infrastructures sociales de base dans les quatre localités enquêtées en comparant la situation avant l'installation du Conseil régional en 2013 à celle observée après les investissements réalisés entre 2013 et 2023. Cette comparaison permet d'apprécier les progrès enregistrés dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique villageoise et de l'électrification, ainsi que leur contribution à l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base.

Figure 1 : Situation comparée des infrastructures sociales de base avant 2013 et après les investissements du Conseil régional



Enquête de terrain, 2023

La figure 1 met en évidence une amélioration de la couverture en infrastructures sociales de base dans les quatre localités enquêtées (Gbémazo, Kato, Kangana et Lohou) entre 2013 et 2023, à la suite des investissements réalisés par le Conseil régional du Worodougou. Toutefois, les progrès observés diffèrent selon les secteurs.

Le secteur de l'éducation enregistre l'évolution la plus importante en valeur absolue. Le nombre de salles de classe passe de 15 avant 2013 à 30 en 2023, soit un doublement des capacités d'accueil. Cette progression résulte de la construction de nouveaux bâtiments scolaires, contribuant ainsi à améliorer les conditions d'enseignement.

Dans le domaine de l'hydraulique villageoise, le nombre de pompes à motricité humaine (PMH) fonctionnelles passe de 1 à 6. Cette évolution traduit les effets des travaux de réhabilitation entrepris par le Conseil régional, qui ont considérablement amélioré l'accès des populations à l'eau potable.

Le secteur de la santé connaît également une amélioration notable. Le nombre de structures sanitaires passe de 1 à 4, grâce à la construction de deux maternités et d'un centre de santé. Ces investissements ont renforcé l'offre de soins de proximité dans les localités concernées.

En matière d'électrification, la situation évolue de 0 à 2 écoles électrifiées. Bien que cette progression marque une amélioration des conditions de fonctionnement des établissements scolaires, elle demeure limitée puisque seulement la moitié des écoles des localités enquêtées bénéficie d'un raccordement au réseau électrique.

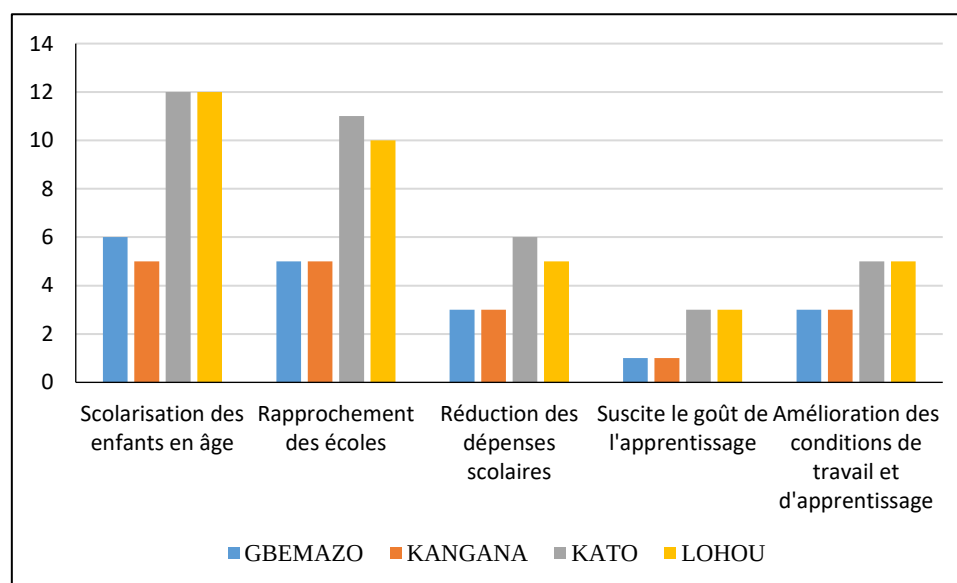
Dans l'ensemble, les investissements du Conseil régional ont amélioré l'accès aux infrastructures sociales de base, notamment en éducation, en santé et en hydraulique. Toutefois, des insuffisances persistent, particulièrement en matière d'électrification, ce qui nécessite la poursuite des efforts d'investissement.

2.2. Interventions publiques régionales et transformation sociale

2.2.1 Amélioration de l'accès à l'école et enjeux du développement éducatif régional

Les investissements du Conseil régional dans le secteur de l'éducation visent à améliorer l'accès à la scolarisation et à renforcer les infrastructures scolaires dans la sous-préfecture de Worofla. L'analyse des réalisations montre une amélioration des conditions d'enseignement dans certaines localités. Toutefois, les effets demeurent inégalement répartis, révélant des disparités territoriales persistantes qui limitent l'impact global des investissements sur le développement éducatif. La figure 2 en présente les principaux résultats.

Figure 2 : Opinions des populations sur les actions scolaires régionales



Source : Enquête de terrain, 2023

La figure 2 met en évidence une perception globalement positive des bénéficiaires à l'égard des investissements du Conseil régional dans le secteur de l'éducation. La scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école constitue l'effet le plus fréquemment cité dans toutes les localités enquêtées, avec 35 réponses sur 107 (32,71 %). Cet avis est particulièrement marqué à Kato et Lohou, qui enregistrent chacune 12 réponses, contre 6 à Gbémazo et 5 à Kangana. Ces résultats montrent que les infrastructures scolaires réalisées ont contribué à améliorer l'accès des enfants à l'école.

Le rapprochement des écoles apparaît comme le deuxième avis le plus important, avec 31 réponses (28,97 %). Il est davantage mentionné à Kato (11 réponses) et Lohou (10 réponses), ce qui traduit une amélioration de l'accessibilité géographique aux établissements scolaires.

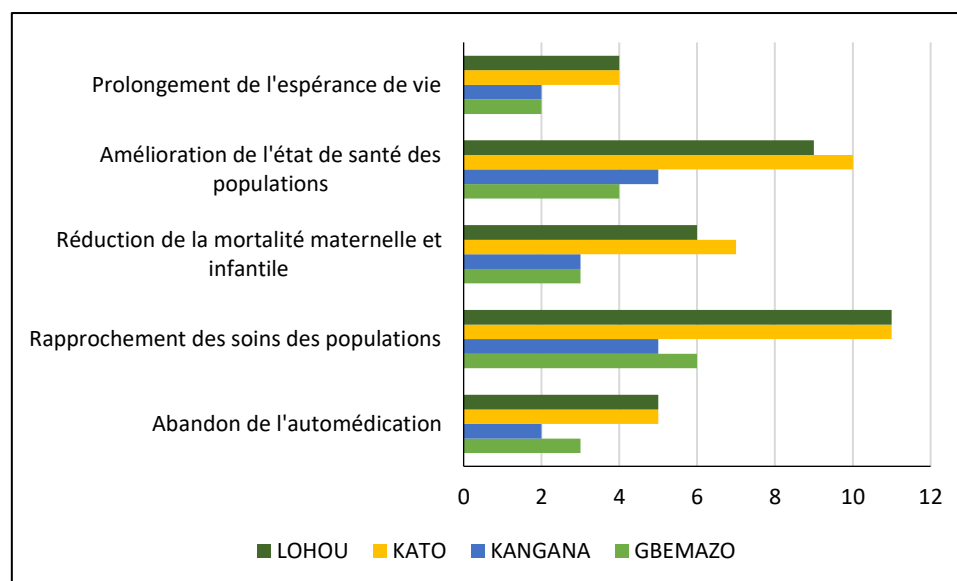
La réduction des dépenses scolaires est évoquée par 17 bénéficiaires (15,89 %), tandis que l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage est citée par 16 répondants (14,95 %). Ces avis, bien que moins marqués, témoignent d'une amélioration des conditions de scolarisation dans les localités bénéficiaires.

En revanche, le développement du goût de l'apprentissage demeure l'avis le moins ressenti, avec seulement 8 réponses (7,48 %). Cette faible proportion suggère que les investissements ont davantage amélioré l'accès physique à l'éducation que la motivation des élèves ou la qualité des apprentissages.

Au total, les résultats montrent que les investissements éducatifs du Conseil régional ont surtout favorisé la scolarisation des enfants et le rapprochement des établissements scolaires, tandis que leurs effets sur les dimensions qualitatives de l'éducation restent encore limités. Cette situation plaide pour un renforcement des actions portant sur l'amélioration de la qualité des enseignements et des conditions d'apprentissage.

2.1.2. Offre de soins et défis de performance publique locale

L'amélioration de l'accès aux soins de santé constitue un enjeu majeur du développement local, particulièrement en milieu rural. Les investissements réalisés par le Conseil régional dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Worofla visent à renforcer l'offre de services sanitaires et à améliorer les conditions de vie des populations. La figure 3 présente les principales opinions perçues de ces réalisations. Elle met en évidence des progrès en matière d'accessibilité aux soins, tout en révélant des insuffisances persistantes liées à la qualité et à la couverture des services de santé. Ces résultats permettent d'apprécier les limites et les défis de l'action publique locale dans le secteur sanitaire.

Figure 3 : Points de vue des enquêtés sur l'offre de soins sanitaires

Source : Enquêtes de terrain, 2023

La figure 3 met en évidence une perception globalement positive des effets des investissements sanitaires du Conseil régional dans les quatre localités enquêtées. Le rapprochement des soins des populations constitue l'effet le plus cité (33 réponses ; 30,84 %), suivi de l'amélioration de l'état de santé (28 réponses ; 26,17 %) et de la réduction de la mortalité maternelle et infantile (19 réponses ; 17,76 %). L'abandon de l'automédication (15 réponses ; 14,02 %) et le prolongement de l'espérance de vie (12 réponses ; 11,21 %) sont moins fréquemment évoqués.

Sur le plan spatial, Kato (37 réponses) et Lohou (35 réponses) concentrent à eux seuls près des deux tiers des opinions exprimées, contre 18 réponses à Gbémazo et 17 à Kangana. Cette répartition confirme que les effets des investissements sanitaires sont davantage ressentis dans les localités ayant bénéficié des infrastructures les plus importantes, tout en restant perceptibles dans l'ensemble des villages étudiés.

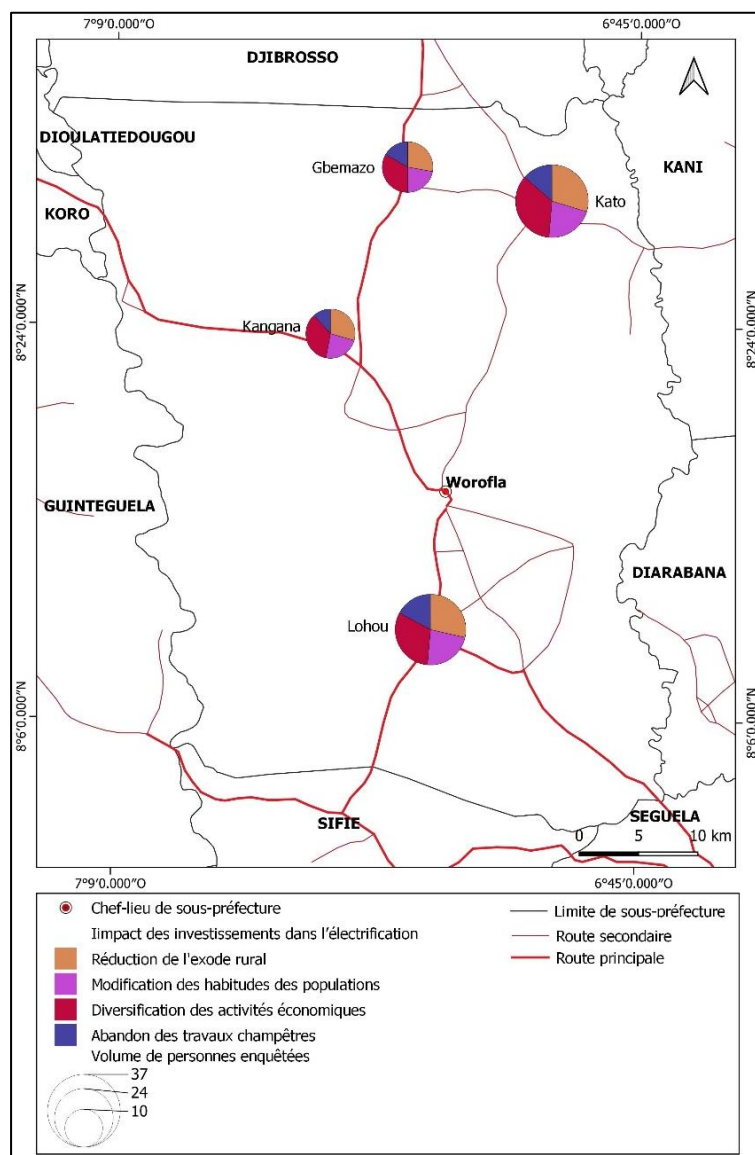
De manière générale, les résultats montrent que les investissements sanitaires du Conseil régional ont principalement amélioré l'accessibilité aux soins et l'état de santé des populations. En revanche, leurs effets sur des indicateurs de long terme, tels que l'espérance de vie, demeurent encore limités, ce qui souligne la nécessité de poursuivre les investissements et d'améliorer la qualité des services de santé.

2.3. Accès à l'électricité et à l'eau en milieu rural encore précaires, freins persistants à un développement durable et équitable

2.3.1. Accès à l'électricité un levier de développement encore peu structurant et inégalement transformateur

L'électrification rurale constitue un facteur important du développement local en améliorant les conditions de vie et en favorisant les activités socio-économiques. La carte 3 présente les impressions des enquêtés sur la présence de l'électricité dans leurs localités. Elle met en évidence quelques avancées, mais aussi des insuffisances persistantes qui limitent encore son impact sur le développement de la sous-préfecture de Worofla.

Carte 3 : Appréciations des enquêtés sur l'électrification rurale



Source : BNETD/CCT, 2014

Réalisation : M.N. COULIBALY, 2023

La carte 3 met en évidence une concentration des effets de l'électrification dans les localités de Kato (37 réponses, soit 35 %) et de Lohou (35 réponses, soit 33 %), qui totalisent à elles seules 72 réponses (67 %) des effets recensés. Gbémazo et Kangana enregistrent respectivement 18 réponses (17 %) et 17 réponses (16 %). Cette répartition montre que les retombées de l'électrification sont davantage perçues dans les localités les plus peuplées, tout en restant visibles dans l'ensemble des villages enquêtés.

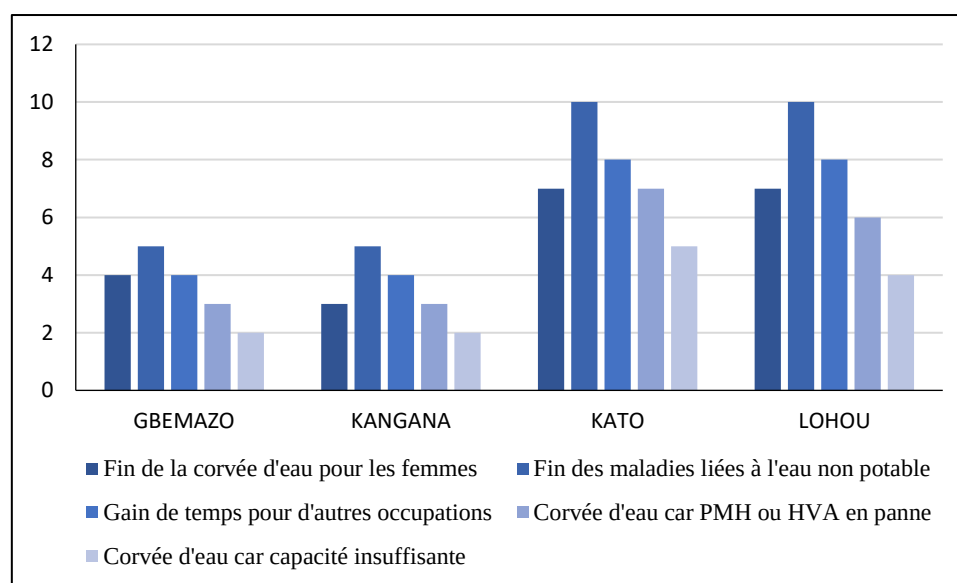
Par ailleurs, les investissements du Conseil régional ont permis le raccordement au réseau électrique des écoles de Kangana et de Lohou, améliorant ainsi les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans ces établissements. Cette réalisation a favorisé un meilleur accès à l'électricité pour les activités pédagogiques et administratives.

L'analyse par type d'impression révèle que la diversification des activités économiques constitue l'effet le plus fréquemment cité dans toutes les localités, avec des proportions comprises entre 31 % et 35 %. Elle est suivie par la réduction de l'exode rural, dont les fréquences varient entre 27 % et 29 %. En revanche, l'abandon des travaux champêtres demeure l'impact le moins évoqué, avec des proportions oscillant entre 12 % à Kangana et 17 % à Lohou.

L'analyse des résultats révèle que, les investissements en électrification ont contribué à améliorer les conditions de vie des populations et le fonctionnement des établissements scolaires, notamment grâce à l'électrification des écoles de Kangana et de Lohou. Toutefois, leurs effets sur la transformation durable des activités économiques et sociales demeurent encore limités, ce qui justifie le renforcement des politiques d'accompagnement en faveur du développement local.

2.3.2. Couverture en eau potable encore précaire, frein persistant à un développement durable et équitable

L'accès à l'eau potable constitue un facteur déterminant de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Bien que le Conseil régional ait procédé à la réhabilitation de l'ensemble des pompes à motricité humaine (PMH) des localités enquêtées, les difficultés d'approvisionnement en eau potable persistent. Les pannes récurrentes, le vieillissement des équipements et la forte pression exercée sur ces ouvrages limitent leur fonctionnement durable. La figure 4 présente ainsi les perceptions des populations sur les effets des investissements hydrauliques et met en évidence les progrès réalisés, mais aussi les insuffisances qui continuent de freiner un accès régulier et équitable à l'eau potable dans la sous-préfecture de Worofla.

Figure 4 : Perceptions des enquêtés sur les investissements hydrauliques

Source : Enquêtes de terrain, 2023

La figure 4 met en évidence des effets globalement positifs des investissements hydrauliques réalisés par le Conseil régional. La réduction des maladies liées à la consommation d'eau non potable constitue l'impact le plus cité (30 réponses ; 28 %), suivie du gain de temps pour d'autres activités (24 réponses ; 22 %) et de la réduction de la corvée d'eau pour les femmes (21 réponses ; 20 %). Toutefois, malgré la réhabilitation de l'ensemble des PMH dans les localités enquêtées, les populations soulignent la persistance des difficultés d'approvisionnement en eau, en raison des pannes récurrentes, du vieillissement des équipements et de la forte pression exercée sur les ouvrages. Ainsi, 19 répondants (18 %) évoquent le maintien de la corvée d'eau, tandis que 13 (12 %) estiment que la capacité des infrastructures demeure insuffisante. Sur le plan spatial, Kato (37 réponses) et Lohou (35 réponses) concentrent l'essentiel des effets perçus.

Dans l'ensemble, les investissements ont amélioré l'accès à l'eau potable et les conditions sanitaires, mais leur impact reste limité par les insuffisances de maintenance et de gestion des infrastructures hydrauliques.

3. Discussions

Les résultats de cette étude montrent que les investissements réalisés par le Conseil Régional du Worodougou ont produit des effets globalement positifs sur les conditions de vie des populations, notamment en matière d'éducation, de santé, d'électrification et d'hydraulique villageoise. Toutefois, ces effets demeurent davantage perceptibles sur l'amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base que sur les transformations structurelles et durables du développement local. Ces

observations rejoignent les analyses de F. AKINDES et Y.T. BROU (2020, p. 58), qui soulignent que les investissements publics locaux en Côte d'Ivoire améliorent prioritairement l'accès aux services essentiels, mais produisent des effets plus lents sur la réduction des inégalités territoriales et la transformation des économies rurales.

En matière d'éducation, les résultats révèlent que les investissements ont principalement favorisé la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école ainsi que le rapprochement des établissements scolaires des populations. La construction et la réhabilitation des écoles ont ainsi permis de réduire les distances parcourues par les élèves et les dépenses supportées par les ménages. Ces résultats rejoignent les travaux de G. PSACHAROPOULOS et H. A. PATRINOS (2018, p. 445), selon lesquels l'amélioration de l'accessibilité physique aux établissements scolaires constitue l'un des principaux facteurs d'augmentation des taux de scolarisation, particulièrement dans toutes les zones rurales. Ils corroborent également les conclusions de UNESCO (2021, p. 37), qui montrent que les investissements dans les infrastructures éducatives favorisent une fréquentation scolaire plus régulière en réduisant les obstacles géographiques et financiers. Dans le contexte africain, les travaux de K. YAO et N. KOUASSI (2022, p. 114) sur les régions rurales ivoiriennes montrent également que la proximité des écoles contribue significativement à la hausse des inscriptions scolaires, notamment chez les filles. Toutefois, cette étude montre également que les investissements éducatifs influencent encore faiblement les dimensions qualitatives de l'éducation, notamment le développement du goût de l'apprentissage et l'amélioration durable des performances scolaires. Cette situation confirme les analyses de la Banque mondiale (2018, p. 63), selon lesquelles les infrastructures scolaires, bien qu'indispensables, ne suffisent pas à améliorer la qualité des apprentissages sans un renforcement simultané des ressources pédagogiques, de la formation des enseignants et de la gouvernance du système éducatif. Les travaux de E. A. HANUSHEK et L. WOESSMANN (2015, p. 45) abondent dans le même sens. À cela s'ajoutent les conclusions de I. Ouédraogo et S. ZONGO (2021, p. 76) au Burkina Faso, qui montrent que les performances scolaires en milieu rural dépendent davantage de la qualité de l'encadrement pédagogique que de la seule disponibilité des infrastructures.

Concernant les investissements sanitaires, les résultats montrent une amélioration significative de l'accessibilité géographique aux soins de santé grâce au rapprochement des structures sanitaires des populations. Les enquêtes perçoivent également une amélioration de leur état de santé ainsi qu'une réduction progressive de la mortalité maternelle et infantile. Ces résultats confirment ceux de l'OMS (2021, p. 52), qui souligne que la proximité des centres de santé améliore le recours aux soins préventifs et curatifs, notamment chez les femmes enceintes et les enfants. Ils rejoignent également les analyses de A. MILLS et al. (2012, p. 34). Dans le contexte ouest-africain, A. KONE et M. DIARRA (2023, p. 89) montrent que l'implantation de centres de santé de proximité en milieu rural ivoirien favorise les consultations

prénatales et réduit les retards de prise en charge médicale. Cependant, les effets observés sur les indicateurs sanitaires de long terme demeurent limités, notamment en ce qui concerne le prolongement de l'espérance de vie et l'abandon complet de l'automédication. Ces résultats corroborent les travaux de M. MARMOT (2015, p. 94), selon lesquels l'amélioration durable de l'état de santé dépend non seulement des infrastructures sanitaires mais également de la disponibilité du personnel qualifié, des médicaments, de la prévention et des conditions socio-économiques des populations. De même, M. NDIAYE et A. FALL (2022, p. 133) au Sénégal montrent que les infrastructures sanitaires sans renforcement du personnel et de l'approvisionnement pharmaceutique produisent des effets limités sur les indicateurs de santé à long terme.

Les résultats relatifs à l'électrification rurale montrent que l'accès à l'électricité favorise principalement la diversification des activités économiques, la réduction de l'exode rural et l'amélioration des conditions de vie. Ces observations rejoignent les conclusions de la Banque africaine de développement (2019, p. 71) ainsi que celles de l'IEA (2022, p. 128). Elles sont également confirmées par les travaux de G.TCHOUASSI et E. NDZI (2021, p. 52) au Cameroun, qui montrent que l'électrification rurale stimule les activités commerciales, la conservation des produits agricoles et les services de proximité. Néanmoins, cette étude révèle que les effets économiques de l'électrification demeurent encore modestes et insuffisants pour transformer profondément les structures productives locales. Cette situation rejoint les conclusions de D. F. BARNES (2014, p. 213). Dans le même sens, P. ADEGBOLA et D. HOUNKONNOU (2022, p. 97) au Bénin montrent que l'impact de l'électricité sur le développement local reste limité lorsque les populations ne disposent pas d'un accès suffisant au crédit, à la formation technique et aux marchés.

Les résultats concernant les infrastructures hydrauliques montrent que l'amélioration de l'accès à l'eau potable contribue principalement à la réduction des maladies hydriques, au gain de temps pour les activités économiques et sociales ainsi qu'à l'allègement de la corvée d'eau supportée par les femmes. Ces résultats corroborent ceux de WHO et UNICEF (2023, p. 19) et les analyses de C. BARON et A. BONNASSIEUX (2011, p. 24). En Côte d'Ivoire, les travaux de M. COULIBALY et M. G. NIAMKE (2021, p. 141) montrent également que l'accès à l'eau potable améliore significativement les conditions sanitaires et la participation des femmes aux activités économiques. Toutefois, cette étude met également en évidence la persistance de difficultés liées aux pannes des ouvrages hydrauliques et à l'insuffisance de leurs capacités. Ces résultats confirment les analyses de D. F. AKE et al. (2018, p. 102). Ils rejoignent également les conclusions de A. TRAORE et M. KABORE (2023, p. 65), qui montrent que les défaillances de maintenance constituent l'un des principaux facteurs de dysfonctionnement des infrastructures hydrauliques rurales en Afrique de l'Ouest.

Dans l'ensemble, cette étude confirme que les investissements réalisés par le Conseil Régional du Worodougou contribuent effectivement à l'amélioration des

conditions de vie des populations rurales en facilitant l'accès aux services sociaux de base. Toutefois, les effets observés demeurent essentiellement centrés sur l'amélioration des infrastructures et de l'accessibilité, tandis que les impacts qualitatifs et structurels restent relativement limités. Ces résultats plaident en faveur d'une approche intégrée du développement territorial associant la réalisation des infrastructures à des politiques de renforcement des capacités institutionnelles, de formation des ressources humaines, d'entretien des équipements, d'accompagnement économique et de suivi-évaluation des investissements afin d'assurer la durabilité de leurs effets sur le développement régional.

Conclusion

Les investissements réalisés par le Conseil régional du Worodougou dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'électrification et de l'hydraulique ont contribué à améliorer les conditions de vie des populations rurales en renforçant l'accès à l'école, aux soins de santé, à l'eau potable et à l'électricité. Toutefois, leurs effets demeurent limités par l'insuffisance des infrastructures, les pannes récurrentes des équipements, le manque de maintenance et la faible valorisation économique des investissements, ce qui entretient des disparités territoriales. Cette étude montre ainsi que, si ces investissements constituent un levier important du développement local, leur efficacité dépend d'un meilleur entretien des infrastructures, d'un renforcement des capacités des acteurs, d'une mobilisation accrue des ressources et d'une plus grande implication des populations afin de promouvoir un développement territorial plus inclusif, durable et équitable dans la Sous-préfecture de Worofla.

Références bibliographiques

- ABODOU Athanase Adomon, 2015, *Bilan de la politique de décentralisation en Côte d'Ivoire : cas des communes d'Alepé, de Taabo et de Yopougon*, Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire), Thèse de Doctorat, 343 p.
- ADEGBOLA Pierre et HOUNKONNOU Dominique, 2022, « Électrification rurale et développement économique local au Bénin », *Revue Africaine de Développement Territorial*, pp. 85-102.
- AKE Djaliah Florence, COULIBALY Moussa, NIAMKE Gnanké Mathieu et SANTOS Dos Stéphanie, 2018, « La problématique de l'approvisionnement en eau potable et le développement des maladies à transmission hydrique dans les quartiers d'extension Orly de la ville de Daloa (Côte d'Ivoire) », *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé*, pp. 91-108.
- AKINDES Francis et BROU Yao Telesphore, 2020, « Développement territorial et investissements publics en milieu rural ivoirien », *Revue Ivoirienne de Géographie et des Sciences Sociales*, pp. 45-63.

- Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI), 2020, *Implication des autorités locales de la Côte d'Ivoire dans le processus de programmation de la coopération européenne 2021-2027 : Rapport analytique*, Abidjan, ARDCI, 30 p.
- BALLO Zie, 2009, « Décentralisation en Côte d'Ivoire : bilan du fonctionnement des Conseils généraux et des Districts », Cellule d'analyse des politiques économiques du CIRES, 34 p.
- Banque Africaine de Développement (BAD), 2019, *Perspectives économiques en Afrique 2019*, Abidjan, 248 p.
- Banque Mondiale (BM), 2018, *Rapport sur le développement dans le monde 2018 : Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation*, Washington D.C., 236 p.
- BARNES Douglas F., 2014, *The Challenge of Rural Electrification: Strategies for Developing Countries*, Routledge, Londres, 320 p.
- BARON Catherine et BONNASSIEUX Alain, 2011, « Les enjeux de l'accès à l'eau en Afrique de l'Ouest : diversité des modes de gouvernance et conflits d'usages », *Mondes en développement*, pp. 17-32.
- Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), 2016, *État des lieux du développement économique local (DEL) en Côte d'Ivoire*, 24 p.
- Commission Européenne (CE), 2016, *Document de référence n° 23 : Soutenir la décentralisation, la gouvernance locale et le développement local au travers d'une approche territoriale*, Direction générale de la coopération internationale et du développement, Bruxelles et Luxembourg, Union européenne, 178 p.
- COULIBALY Moussa et NIAMKE Gnanké Mathieu, 2021, « Accès à l'eau potable et amélioration des conditions de vie en milieu rural ivoirien », *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé*, pp. 132-148.
- Direction Régionale de la Santé du Worodougou, 2017, *Rapport annuel*, 25 p.
- Direction Territoriale de l'Hydraulique du Worodougou, 2018, *Rapport annuel*, 26 p.
- HANUSHEK Eric A. et WOESSMANN Ludger, 2015, *The Knowledge Capital of Nations: Education and the Economics of Growth*, MIT Press, Cambridge, 296 p.
- Institut National de la Statistique (INS), 2015, *Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire*, Abidjan, INS, 91 p.
- International Energy Agency (IEA), 2022, *World Energy Outlook 2022*, Paris, 524 p.
- KONE Adama et DIARRA Mariam, 2023, « Infrastructures sanitaires de proximité et fréquentation des services de santé en Côte d'Ivoire », *Revue Ivoirienne de Santé Publique*, pp. 78-92.
- MARMOT Michael, 2015, *The Health Gap: The Challenge of an Unequal World*, Bloomsbury Publishing, Londres, 384 p.
- MILLS Anne, ATAGUBA John, AKAZILI James et al., 2012, « Equity in financing and use of health care in Ghana, South Africa and Tanzania », *The Lancet*, pp. 126-133.
- Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), 2015-2016, *Statistiques scolaires régionales de poche du Worodougou*, 114 p.

- Ministère du Plan et du Développement, 2017, *Étude nationale prospective « Côte d'Ivoire 2040 »*, Rapport de synthèse, Abidjan, Ministère du Plan, 162 p.
- NDIAYE Mamadou et FALL Aïssatou, 2022, « Infrastructures sanitaires et qualité des soins en milieu rural sénégalais », *Revue Africaine de Santé Communautaire*, pp. 124-138.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2021, *Primary Health Care Measurement Framework and Indicators*, Genève, 104 p.
- OUEDRAOGO Idrissa et ZONGO Salif, 2021, « Qualité de l'enseignement et performances scolaires en milieu rural au Burkina Faso », *Revue Burkinabè des Sciences de l'Éducation*, pp. 68-82.
- PSACHAROPOULOS George et PATRINOS Harry Anthony, 2018, « Returns to Investment in Education: A Decennial Review of the Global Literature », *Education Economics*, vol. 26, n° 5, pp. 445-458.
- TCHOUASSI Gérard et NDZI Emmanuel, 2021, « Électrification rurale et activités économiques au Cameroun », *Revue Camerounaise d'Économie et de Développement*, pp. 43-58.
- TRAORE Abdoulaye et KABORE Moussa, 2023, « Maintenance des infrastructures hydrauliques rurales en Afrique de l'Ouest : défis et perspectives », *Revue Ouest-Africaine de l'Eau et de l'Environnement*, pp. 54-70.
- UNESCO, 2021, *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*, Paris, 186 p.
- WHO et UNICEF, 2023, *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000–2022: Special Focus on Gender*, Genève/New York, 84 p.
- YAO Koffi et KOUASSI N'Guessan, 2022, « Accessibilité scolaire et scolarisation des filles dans les régions rurales de Côte d'Ivoire », *Revue Ivoirienne des Sciences de l'Éducation*, pp. 103-118.